



Charte du collectif international de soutien au peuple indigène Surui d'Amazonie

Qui sommes-nous ?

Nous sommes un collectif rassemblant des citoyens du monde responsables désirant œuvrer pour stopper l'agression massive et croissante que subit, depuis le début de l'année 2016, le Territoire du Sept Septembre d'Amazonie et le peuple indigène Païter Surui y résidant. En effet, nous partageons la volonté d'agir pour défendre la forêt contre l'invasion des déforesteurs et des orpailleurs (or et diamant). Un acte en contradiction totale avec la Constitution de la République fédérative du Brésil stipulant qu'il est illégal de déforester une réserve indigène :

«Les terres traditionnellement occupées par les Indiens sont destinées à être en leur possession permanente; l'usufruit exclusif des richesses du sol, des cours d'eau et lacs qui s'y trouvent leur appartient.». Constitution de la République Fédérative du Brésil (1988), Chapitre VIII, ART 231, p. 46.

Nous agissons également pour lutter contre les pollutions insensées des orpailleurs (mercure et cyanure) menaçant la biodiversité de l'Amazonie, mais aussi pour préserver le droit à la santé des peuples indigènes et celui de leurs enfants. Profondément humanistes, nous rejetons toute forme de violence ou de xénophobie entre les Brésiliens et les populations indigènes.

Les Païter Surui d'Amazonie se battent pour la sauvegarde des ressources naturelles. Avant leur premier contact avec « l'homme blanc », il y a 40 ans, les Païter Surui étaient plus de 5'000. Trois ans plus tard, en 1971, les rangs s'étaient réduits à moins de 300, décimés par la guerre et les maladies apportées par « l'homme blanc ». Mais les Païter Surui ont réussi à survivre malgré tout. Dès l'âge de quatorze ans, Almir Narayamoga (« celui qui unit ») Surui mène une lutte pour la reconnaissance des droits indigènes et la sauvegarde de la forêt. Le collectif susmentionné le rejoint allègrement dans cette lutte.

Nos intentions ?

- Répondre à l'appel à l'aide d'Almir Narayamoga Surui, chef du peuple indigène Surui.

- Obtenir du nouveau gouvernement brésilien l'application stricte de la loi brésilienne selon laquelle ces invasions sur une terre indigène démarquée sont totalement illégales. Seule une action officielle de l'État brésilien, avec des moyens appropriés peut arrêter l'invasion en cours. Le peuple Surui est totalement désarmé pour empêcher un écocide d'une telle ampleur.

- Créer un collectif regroupant les spécialistes du terrain amazonien, les juristes, les instituts de recherche, les médias, les ONG, les associations et les citoyens afin créer des synergies dans le but de faire pression sur le nouveau gouvernement brésilien.
- Obtenir la mise en place d'une mission internationale d'observation de la déforestation. En effet, l'écosystème amazonien possède une valeur vitale pour l'être humain, demandant ainsi une attention particulière.
- Faire germer chez tous les individus l'idée qu'une transition vers une gestion de la forêt amazonienne respectueuse des équilibres naturels et des humains est possible.

Nos actions ?

- La création d'outils et de documents librement accessibles, notamment via un site internet et les réseaux sociaux, qui s'appuient sur des informations vérifiées auprès d'Almir Surui et vérifiables sur le terrain, afin que chacun s'en empare pour interpeller et agir.
- L'interpellation directe auprès du nouveau gouvernement brésilien, des ambassades brésiliennes dans le monde, des instances de l'ONU, et des dirigeants de la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), afin de cesser ce massacre écologique et éviter le pire en termes humains.
- Faire évoluer la prise de conscience et les comportements de chacun en les sensibilisant à l'interdépendance (ou chaînes de relation) entre leur lieu de vie et l'Amazonie. En effet, les dégâts occasionnés par l'exploitation du sol et de la flore sur la Terre indigène du Sept Septembre (entre autres) peuvent trouver causes dans la manière de vivre et de consommer sur le reste de la planète. Nous œuvrons à diffuser cette information au plus grand nombre.

Notre fonctionnement ?

En connaissance de ces droits et de ces valeurs, nous nous engageons à œuvrer ensemble dans un esprit de respect mutuel. À ce titre, nous participons à favoriser un espace de liberté démocratique, où chacun est appelé à prendre ses responsabilités et à être force de proposition, sans considération d'ordre ou de hiérarchie. Nous encourageons l'émulation par le travail collaboratif afin que nos actions n'en soient que plus riches et plus pertinentes. L'intégration dans le collectif se fait par proposition d'un membre déjà établi.

Nous estimons que la préservation de l'environnement, des peuples indigènes et du patrimoine commun de l'humanité devrait être à la base de tout projet politique ou économique. Ainsi, nous choisirons pour nos actions un positionnement non partisan, afin que tous les élus et tous les citoyens puissent être interpellés.

Nos ressources ?

Le collectif se réserve la possibilité de recourir à un appel aux dons pour être en capacité de faire face à des dépenses liées à la communication (site internet) et autres initiatives liées à la campagne afin d'en augmenter l'efficacité (reportages sur place, frais de publication).